



Communiqué

CONSTRUIRE !

Avec 27 000 grévistes, ce mardi 2 février, soit 5 000 de plus que le 29 novembre 2005, les personnels du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie ont, une fois encore, démontré leur détermination et leur capacité de mobilisation.

Ils ont signifié au Ministre de la fonction publique que les « mesures salariales » décidées de manière unilatérale (0,5 % au 1^{er} juillet 2006, un point d'indice au 1^{er} novembre, 0,5 % au 1^{er} février 2007) ne règlent en rien le contentieux salarial.

Les personnels du MINEFI, comme l'ensemble des fonctionnaires, ont exigé que soient mis fin aux baisses programmées et successives de leur pouvoir d'achat, que ne sauraient dissimuler des mesures ponctuelles et partielles en matière d'action sociale ou de déroulement de carrière.

Rappelons ici que Christian Jacob lui-même estime le coût de ces mesures, qui ne concerneront que 20 % des fonctionnaires, à 0,6 % de la masse salariale. Or, l'inflation prévue pour la période du 1^{er} janvier 2006 au 1^{er} février 2007 est de 2 %.

Le Ministre a donc décidé que 80 % des personnels devaient perdre 1 % de pouvoir d'achat durant cette période, tandis que les 20 % restant n'en perdraient « que » 0,5 !

C'est inacceptable et il est urgent que de véritables négociations s'engagent afin que le pouvoir d'achat des fonctionnaires progresse.

Au-delà de mesures spécifiques, cela exige que la valeur du point d'indice soit revalorisée au minimum à la hauteur de l'inflation prévue et que soit pris en compte le passif des années antérieures.

Les personnels du MINEFI, comme l'ensemble des fonctionnaires, par leur participation à cette journée de grève et de manifestations, 2 jours après les mobilisations du 31 janvier à l'appel de la Confédération CGT, engagent un processus d'action qui trouvera des prolongements lors de la manifestation du 7 février, contre le Contrat Première Embauche, mais aussi les 11 et 14 février prochains lors des manifestations organisées à Strasbourg pour s'opposer à la directive Bolkestein.

Le 2 février, ceux qui avaient parié sur le désarroi et le fatalisme en ont été pour leurs frais !

Montreuil, le 3 février 2006.